

Une femme Nuer aveugle en convalescence à Nasir, dans l'État du Nil supérieur, après avoir été victime de coups de feu au cours des violences tribales de juin 2009. © Finbarr O'Reilly/Reuters



À nouveau au bord du gouffre

LA VIOLENCE ARMÉE AU SUD-SOUDAN

INTRODUCTION

L'optimisme manifesté à la suite de l'accord de paix conclu en 2005 entre le Parti du Congrès national (NCP) au pouvoir au Soudan et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/ALPS)¹ a disparu depuis longtemps. Alors que la «période de transition» de six ans qui a succédé à la signature de l'Accord de paix global (APG) touche à sa fin, la mise en œuvre de diverses dispositions essentielles est effectivement au point mort et la confiance entre les parties au plus bas. Les deux côtés ont augmenté leurs capacités militaires à l'approche du référendum sur l'auto-détermination du Sud, prévue en janvier 2011 (Lewis, 2009, p. 16).

Jusqu'à fin 2009, bon nombre d'observateurs soudanais ne voyaient guère plus dans l'APG qu'un cessez-le-feu temporaire et hésitant (Ashworth, 2009, p. 5). Tout indique que le NCP continuera d'empêcher la mise en œuvre de l'ensemble de l'accord aussi longtemps qu'il le pourra et que le M/ALPS se battra pour le défendre si nécessaire, et en particulier pour imposer le référendum². Confronté à des accusations de corruption et d'inefficacité, le gouvernement du Sud-Soudan (GdSS), formé en 2005 par un MLPS majoritaire, considère le référendum comme l'un des rares moyens de rétablir sa légitimité vacillante³.

Entre-temps, la sécurité dans le Sud s'est considérablement détériorée en 2009, une situation que le GdSS assimile à une extension de la seconde guerre civile (Small Arms Survey, 2009, p. 1)⁴. Cette situation implique une multitude de groupes tribaux ou ethniques armés reprochant de nombreux griefs au GdSS, certains manipulés par des éminences grises manœuvrant pour gagner de l'influence, du pouvoir ou des richesses. En septembre, le chef d'état-major de l'ALPS a estimé à 50% les chances d'un «retour à la guerre avec le NCP»⁵, mais la probabilité d'une intensification des combats interethniques (enchevêtrés) dans le Sud, avant et après 2011, semble encore plus élevée. Malgré ces tensions, le processus de paix a continué sa progression hésitante jusqu'à fin 2009⁶, les deux parties gardant leurs options militaires en réserve.

Voici les principales conclusions de ce chapitre:

- La recrudescence des violences intestines dans le Sud-Soudan en 2009 était directement liée à la guerre civile et à l'histoire de la fragmentation du Sud.
- À l'approche des élections de 2010 et du référendum de janvier 2011, les violences dans le Sud se sont progressivement politisées, mettant en danger le fragile APG.
- Les éminences grises semblent alimenter activement le conflit dans le Sud.
- Le GdSS s'est avéré incapable d'enrayer la montée de la violence; son approche privilégiée, le désarmement forcé, pourrait véritablement exacerber l'insécurité.
- À mesure que 2011 approche, la probabilité de voir le conflit armé se politiser davantage au Soudan augmente.

Ce chapitre analyse l'histoire des combats par procuration dans le Sud et la fragmentation des groupes armés du Sud-Soudan durant les années 1990. Il met en lumière les principales sources d'insécurité jusqu'à fin 2009, identifiant les acteurs impliqués et les replaçant dans le cadre historique des nombreuses guerres «étroitement liées» du Sud (Johnson, 2003, p. 13). Il replace la recrudescence de la violence impliquant les groupes tribaux dans le contexte

plus large des relations entre le NCP et le GdSS, l'impasse de l'APG et l'incapacité du GdSS d'assurer une gouvernance et une sécurité dignes de ce nom. Enfin, il souligne le manque de cohésion du Soudan et son futur incertain, voire sombre, si les mesures nécessaires ne sont pas prises pour le stabiliser⁸.

Ce chapitre s'appuie sur plus de trois années de recherches qualitatives et quantitatives sur les dynamiques de la sécurité au Soudan réalisées par une équipe de consultants dans le cadre du projet d'évaluation de base de la sécurité humaine (Human Security Baseline Assessment (HSBA)) au Soudan dirigé par Small Arms Survey⁹. Pour les besoins de ce chapitre, les auteurs ont réalisé, d'août 2009 à janvier 2010, une série d'interviews supplémentaires de fonctionnaires soudanais et de membres de la société civile ainsi que du personnel international travaillant dans le Sud-Soudan¹⁰.

L'HÉRITAGE DES GUERRES CIVILES AU SOUDAN: LES FORCES DE DÉFENSE DU SUD-SOUDAN ET LES VIOLENCES INTESTINES DANS LE SUD

Les gouvernements nationaux du Soudan ont de tous temps utilisé des forces auxiliaires dans le Sud-Soudan, les régions frontalières entre le Nord et le Sud et plus récemment au Darfour pour faire leurs guerres et préserver leurs armées régulières. Ces milices, recrutées localement et entretenant des liens cachés avec le gouvernement national, se sont engagées à massacrer, déplacer, commettre des violences sexuelles et des pillages à moindre frais pour Khartoum¹¹.

Les gouvernements nationaux du Soudan ont de tous temps utilisé des forces auxiliaires dans le Sud-Soudan.

Dans le Sud-Soudan, les forces armées nationales soudanaises (FAS) ont utilisé ces tactiques essentiellement après la fragmentation désastreuse survenue au sein du groupe rebelle de l'ALPS en 1991¹². Un groupe de commandants haut placés dans la région du Nil supérieur¹³ a déserté pour protester contre le style de commandement autocratique du fondateur de l'ALPS, John Garang, un Dinka, sa vision d'un «Nouveau Soudan» uni et les actes de violence commis par l'ALPS à l'encontre des civils. Cette scission a engendré de multiples guerres civiles intestines dans le Sud qui «ont alimenté et intensifié les combats de la guerre globale «Nord-Sud» (Johnson, 2003, p. 127). Khartoum a réussi à exploiter les divisions ethniques et politiques dans le Sud et les régions frontalières, achetant les allégeances avec des biens matériels, des armes et des munitions. Des dizaines de groupes armés sudistes rivaux et de milices à la solde du gouvernement ont proliféré dans le Sud, à mesure que la faction de l'ALPS¹⁵ de Garang s'affaiblissait après que son protecteur, l'Éthiopie¹⁶ a cessé de le soutenir.

Bon nombre de groupes fidèles à Khartoum ont été créés puis armés par le Front national islamique (FNI), le précurseur du NCP au pouvoir, dans une stratégie délibérée de «diviser pour régner». En 1997, sept groupes dans le camp du gouvernement ont signé l'Accord de paix de Khartoum avec le FNI, formant ainsi l'organisation tutélaire hautement symbolique des Forces de défense du Sud-Soudan¹⁷, dont les membres étaient dirigés et approvisionnés par la section des renseignements militaires des FAS (Young, 2007, p. 17; Arnold, 2007, p. 17-18)¹⁸. Il importe de noter que l'accord de paix reconnaissait les FDSS comme l'unique force de sécurité «représentant» le Sud-Soudan, instituait un «Conseil de coordination» avec des pouvoirs conférés pour le Sud et stipulait le droit à un référendum sur l'auto-détermination (Accord de paix de Khartoum, 1997, art. 10). Les FDSS voyaient le référendum comme une opportunité longtemps souhaitée par le Sud de faire sécession¹⁹. La faction M/ALPS unifiée, dirigée par Lam Akol, a signé un accord distinct avec le FNI en 1997, l'Accord de paix de Fashoda, qui promettait également un référendum sur l'auto-détermination (Accord de paix de Fashoda, 1997, art. 2).

Le FNI n'a cependant pas honoré ses promesses²¹, et les années 1990 ont vu s'intensifier les combats interethniques internes dans le Sud alors que les factions de l'ALPS continuaient de se scinder et que Khartoum poursuivait sa quête de groupes mécontents à armer et à financer. Cette situation a engendré quelques-unes des pires atrocités de la guerre civile, dont le «massacre de Bor» perpétré en 1991 par les forces Nuer de Riek Machar contre les civils Dinka dans le comté du Jonglei, dont était originaire John Garang. La guerre entre les forces fidèles à Riek Machar et Paulino Matier (tous deux Nuer) pour le contrôle des champs pétrolifères dans l'État d'Unité, le déplacement massif des populations sudistes, le détournement de l'aide alimentaire par les milices à la solde du gouvernement et les famines qui s'en sont suivies sont d'autres exemples.

La scission initiale de l'ALPS, nourrie par un sentiment de mécontentement généralisé à l'égard de Garang, a été avant tout détournée et occultée par la résurrection d'une expression tribale (Johnson, 2003, p. 115). En effet, les atrocités ont exacerbé les violences intracommunautaires, entraînant l'explosion des guerres Dinka-Nuer et Nuer-Nuer. Ces affrontements ont été menés parallèlement aux guerres contre le FNI dans d'autres régions marginalisées du (Nord-) Soudan, notamment dans les Monts Nouba, le Nil bleu, l'Est-Soudan et enfin au Darfour.

Au fil du temps, les effectifs du camp des FDSS, qui faisaient la guerre par procuration au nom de Khartoum, ont augmenté de manière considérable. Une conférence organisée en avril 2001 a incité un grand nombre de groupes tribaux armés à se placer sous cette autorité centrale; bon nombre d'entre eux avaient été créés comme unités de protection pour la défense des villages afin de lutter contre les maraudes de l'ALPS. Il en a résulté pour le FDSS une hausse considérable de ses effectifs, de ses zones sous contrôle et de sa capacité à semer la confusion au sein de l'ALPS. Les nouveaux groupes se composaient de forces ethniques armées, essentiellement d'anciens membres de l'ALPS, originaires des communautés Bari, Didinga, Dinka, Fertit, Mundari, Murle, Nuer et Toposa. Des groupes armés étrangers, comme l'Armée de résistance du Seigneur (ARS) issue d'Ouganda, ont également été utilisés par Khartoum comme forces auxiliaires dans le Sud, une relation facilitée par les membres des FDSS, et notamment Riek Machar²².

Les différents éléments des FDSS ont été délibérément maintenus divisés et en constante mutation. Leur allégeance à Khartoum était variable; finalement, cet écheveau complexe d'alliances s'est toutefois avéré utile aux FAS tant d'un point de vue stratégique que tactique. À l'époque de la signature de l'APG en 2005, elles représentaient une menace considérable pour l'ALPS, en particulier en raison de leur capacité à recruter de nombreux effectifs au sein de leurs communautés locales (Arnold, 2007, p. 494). Elles contrôlaient les territoires du Nil supérieur, certaines parties au Nord et à l'Est de Bahr el-Ghazal, et certaines régions d'Equatoria orientale (Young, 2006, p. 19), assuraient la protection des villes de garnisons des FAS dans le Sud et permettaient aux troupes des FAS de traverser leur territoire. Il importe de noter qu'elles ont également facilité le développement de l'industrie pétrolière de Khartoum dans le centre du Sud-Soudan en évacuant les habitants locaux des champs pétrolifères avec l'aide des hélicoptères de combat des FAS et les milices arabes à la solde du gouvernement connues sous le nom de *Murabil*. Toutefois, incapables de former un mouvement politique ou militaire cohérent, ces groupes se sont mis à alterner les allégeances par routine et pragmatisme, notamment pour obtenir des armes et des munitions de différentes sources: les allégeances tribales, claniques ou régionales et la poursuite des intérêts personnels l'ont régulièrement emporté sur l'idéologie (Young, 2006, p. 19).

L'ironie du sort veut que le courant dominant du M/ALPS ait gagné à la fois la propagande et les guerres militaires, malgré la vision impopulaire d'un Nouveau Soudan uni soutenue par Garang. Les FDSS ont pris le statut de paria (surnommées par le M/ALPS les laquais du gouvernement) et n'ont reçu aucune aide internationale, que ce soit pour les accords de Khartoum ou de Fashoda. Finalement, le NCP, sous la pression considérable exercée par la communauté internationale, et le M/ALPS ont signé l'APG, ce dernier au nom du Sud. Ayant délibérément exclu les FDSS des négociations de paix, l'APG a déclaré ensuite toutes les autres forces armées illégales (sauf l'ALPS) agissant dans le Sud-Soudan. Ce qui a forcé les membres des FDSS, ainsi que les groupes armés qui ne relevaient pas de cette entité centrale, soit à rejoindre l'ALPS ou les FAS (ou leurs forces de sécurité respectives), soit à retourner à la vie civile et rejoindre les institutions de service civil ou de la société civile (APG, 2005, Accords sur les arrangements sécuritaires, para. 7b). L'APG a donc cimenté le réseau d'influence du M/ALPS et, simultanément, tenté de s'assurer que tous les autres groupes armés (principalement des milices pro-gouvernementales sudistes) ne puissent pas déstabiliser la région dans la période qui suivrait sa signature. Isolés, et souhaitant rester dans le Sud, les membres disparates des FDSS ont été contraints de s'adapter.

Même avant la signature de l'APG, une série de chefs de milice importants étaient revenus dans le giron de l'ALPS, et parmi eux Riek Machar (Forces de défense des peuples sudistes, entre autres groupes), James Leah et Tito Biel (Mouvement pour l'indépendance du Sud-Soudan), Lam Akol (M/ALPS uni) et Martin Kenyi (Force de défense d'Equatoria). À la suite du décès inopiné de Garang en août 2005, c'est son second, Salva Kiir, qui a hérité du rôle de président du GdSS, ce qui a eu une série de répercussions durables. Un centre du pouvoir s'est formé autour de Salva, isolant les partisans du projet du Nouveau Soudan uni préconisé par Garang, tandis que le partenariat politique entre le MLPS et le NCP s'est détérioré jusqu'à devenir totalement asymétrique (Nyaba, 2009, p. 4-5)²³.

À l'époque de la signature de l'APG en 2005, les FDSS constituaient une menace importante pour l'APL.

Il importe toutefois de noter que Salva a presque immédiatement rompu avec la politique d'ostracisation des milices du Sud préconisée par Garang, ce qui a conduit à la signature de la Déclaration de Juba en janvier 2006²⁴, en vertu de laquelle les FDSS et différents autres groupes armés s'alignaient officiellement sur l'ALPS. En 2009, près de 30 milices, comptant officiellement 32.000 combattants, avaient «rejoint» l'ALPS²⁵. L'accord a été agrémenté par des vivres, de l'argent, un logement gratuit durant la période d'intégration officielle et la promesse de salaires réguliers dès que les forces seraient «intégrées» (Arnold, 2007, p. 497). Paulino Matiep, ancien chef d'état-major des FDSS, a été récompensé par la fonction de commandant en chef adjoint de l'ALPS (et a depuis été promu au rang de lieutenant-général), assumant en théorie la seconde place après Salva dans la hiérarchie de l'ALPS²⁶.

Également encouragés par de l'argent, des armes et des munitions, une caserne à Khartoum et des fonctions dans les Unités mixtes intégrées (UMI) mandatées par l'APG, quelque 10.400 combattants sudistes se sont officiellement «alignés» sur les FAS (Arnold, 2007, p. 505; Small Arms Survey, 2007a, p. 340-344). La plupart d'entre eux provenaient de forces fragmentées; la majorité a rejoint l'ALPS et un nombre nettement plus réduit est resté dans le camp des FAS. La «guerre de surenchère» entre le NCP et l'ALPS pour s'adjoindre des effectifs fut particulièrement intense dans des zones stratégiques, comme les régions de concessions pétrolières²⁷. La Déclaration de Juba fut donc une victoire diplomatique importante, vu qu'elle a été remportée sur un grand nombre d'éminents chefs militaires sudistes. Mais l'intégration au sein de l'ALPS – une force estimée à 125.000 hommes, dont environ un quart pourraient être d'anciens membres des FDSS – a été compliquée par des difficultés logistiques et des tensions entre les anciens ennemis (Small Arms Survey, 2009, p. 8). Par conséquent, la jeune armée sudiste a subi des défections et connu des faiblesses persistantes dans son commandement et son contrôle.

Jusqu'à fin 2009, l'impact des luttes intestines durant la guerre civile s'est fait lourdement sentir dans le Sud. Les membres des milices à la solde de Khartoum, qui ont par la suite juré allégeance à l'ALPS, continuent d'en vouloir à l'armée sudiste et au GdSS. Les griefs vont des craintes de voir l'ALPS et le GdSS dominés par le groupe ethnique des Dinka aux animosités personnelles découlant des atrocités de la guerre, en passant par les inquiétudes relatives au référendum de 2011²⁸, et le ressentiment généré par leur marginalisation au sein de l'armée.

Jusqu'à fin 2009,
l'impact des luttes
intestines s'est fait
lourdement sentir
durant la guerre
civile dans le Sud.

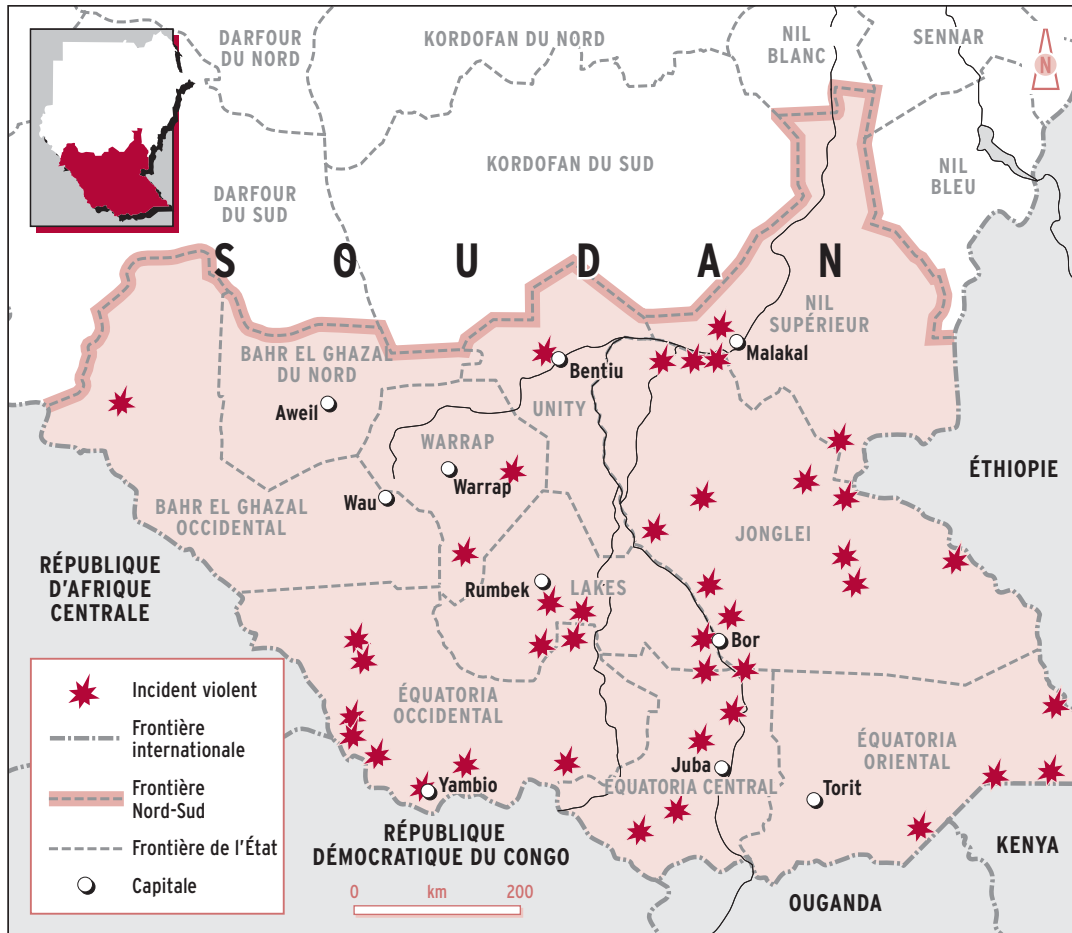
Vu que la Déclaration de Juba offrait une amnistie générale pour toutes les activités liées à la guerre, bon nombre de chefs influents, qui s'étaient battus durant la guerre civile et rendus coupables de nombreux actes de violences, ont également rejoint le GdSS et les élites de l'ALPS. Ces individus ont continué de se battre et de rivaliser pour obtenir un statut, du pouvoir et l'accès aux ressources dans leurs nouvelles fonctions, rendant à la fois le GdSS et l'ALPS profondément divisés et instables. Entre-temps, les profondes divisions ethniques liées à la guerre ont été aggravées et exploitées par les hommes politiques, les élites militaires et les intellectuels²⁹.

De la même manière qu'il n'y a eu aucune tentative de promouvoir la réconciliation nationale depuis l'APG, malgré son inclusion explicite dans le Protocole sur le partage du pouvoir (APG, 2005, art. 1.7.), peu d'efforts ont été consentis pour promouvoir une réconciliation durable entre sudistes dans le sillage de la Déclaration de Juba³⁰. Les profondes divisions persistantes pèsent lourdement sur l'avenir du Sud-Soudan.

LA DYNAMIQUE DE L'INSÉCURITÉ AU SUD-SOUDAN

En 2009, le Sud-Soudan a connu une flambée de violence armée sans précédent, causant près de 2.500 morts et 350.000 déplacés (Oxfam, 2010, p. 1; voir carte 11.1). Cette violence s'est manifestée lorsque la mise en œuvre de l'APG a atteint un point critique³¹, le GdSS se souciant presque exclusivement de parer à l'agression pressentie du Nord, aux dépens des questions de sécurité et de gouvernance dans sa propre région (Small Arms Survey, 2009, p. 3-4). Cette section examine les nombreux facteurs structurels qui sous-tendent et ont exacerbé les récents incidents violents et identifie ensuite les principaux acteurs armés qui sont ou pourraient être impliqués dans la violence armée à l'horizon de 2011 et au-delà. Les facteurs structurels sont réunis sous les vastes rubriques de la gouvernance, de l'ethnicité, de l'économie et de la société.

Carte 11.1 Incidents violents significatifs ayant engendré un déplacement, Sud-Soudan, 2009

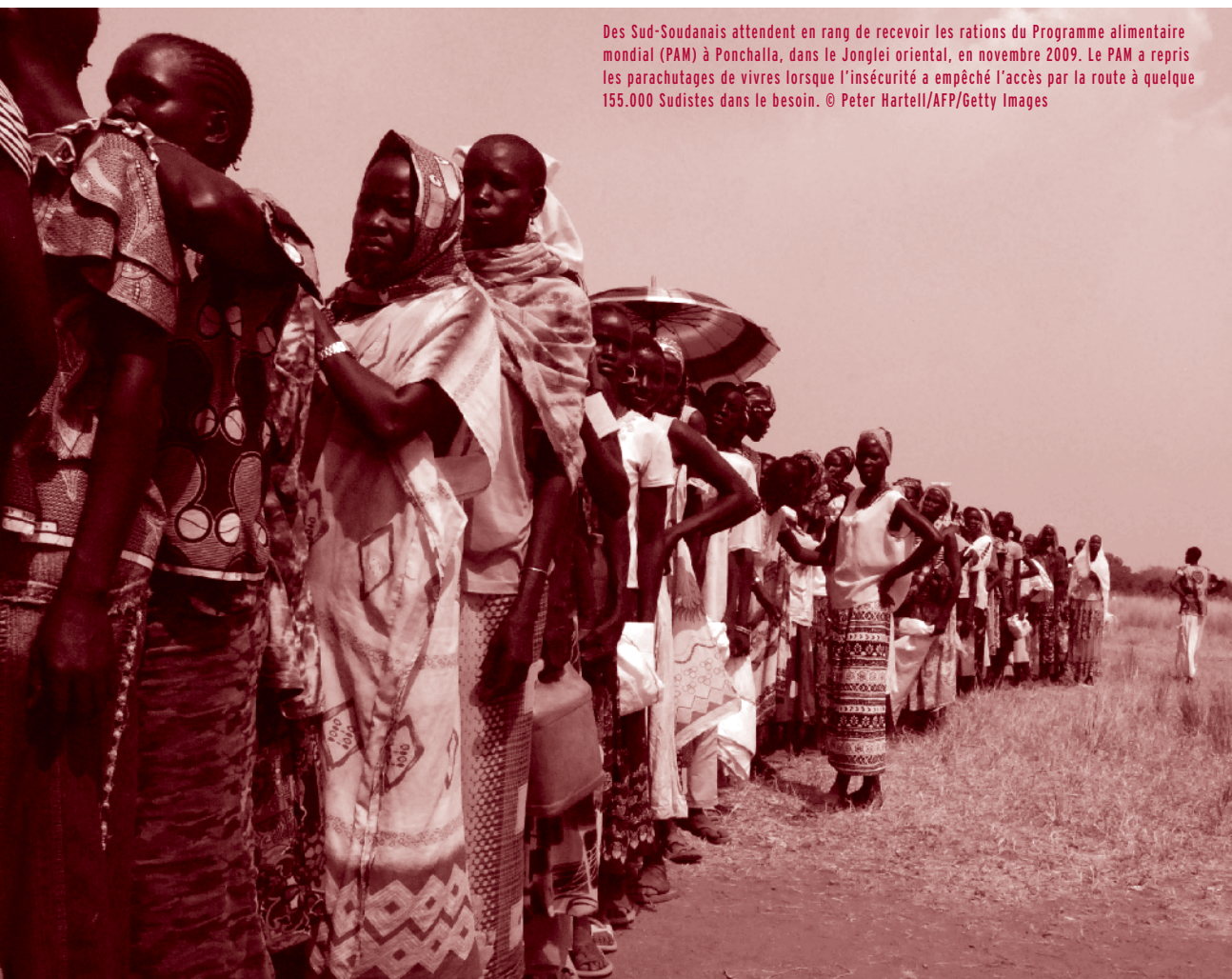


Source: UN OCHA (2009)

Gouvernance

- Cinq ans après la signature de l'APG, le GdSS bataille toujours pour développer des institutions étatiques responsables et démocratiques et assurer les services élémentaires comme la santé et l'éducation. Différentes raisons expliquent cette situation, et notamment un manque criant de capacités, mais surtout la colère de voir le caractère manipulateur, corrompu, non représentatif et inefficace du gouvernement de Juba se généraliser et s'étendre.
- Les communautés privées de leurs droits civiques se battent féroce pour obtenir les ressources les plus élémentaires et ne sont pas en mesure de faire appel aux institutions légitimes pour résoudre leurs litiges. De plus en plus, elles prennent les choses en main, à mesure que l'insécurité alimentaire exacerbe les tensions existantes.

- La violence post-APG est largement attribuable à l'inaptitude du GdSS à faire respecter la loi et l'ordre. Le jeune service de police du Sud-Soudan, mandaté pour assurer la sécurité interne et répondre à la violence tribale, compte près de 28.000 hommes, mais la plupart sont mal formés, payés irrégulièrement et ne disposent que de peu ou pas d'équipement, de véhicules, de locaux ou d'infrastructures pour les aider dans leur tâche³².
- La culture d'impunité séculaire au Sud-Soudan est aggravée par l'absence d'un système légal efficace et le peu de volonté affichée par le GdSS d'identifier et de réclamer des comptes aux instigateurs des récents actes de violence.
- La politique et l'administration terriennes sont extrêmement faibles, voire inexistantes. La contestation des droits liés à la terre, à la propriété, à l'accès à l'eau et à la migration ont exacerbé les problèmes au niveau local³³. La démarcation des circonscriptions électorales, considérée comme un moyen essentiel d'obtenir des ressources et des fonds pour les communautés, est devenue une nouvelle source de tensions intercommunautaires.



Des Sud-Soudanais attendent en rang de recevoir les rations du Programme alimentaire mondial (PAM) à Ponchalla, dans le Jonglei oriental, en novembre 2009. Le PAM a repris les parachutages de vivres lorsque l'insécurité a empêché l'accès par la route à quelque 155.000 Sudistes dans le besoin. © Peter Hartell/AFP/Getty Images

Ethnicité

- La méfiance des communautés envers le GdSS provient de la perception du parti pris tribal adopté par le gouvernement sudiste, largement accusé d'être dominé par les Dinka et de favoriser ce clan, ainsi que d'autres clans lui manifestant leur loyauté à travers un système de parrainage discriminatoire.

Économie

- Le GdSS est confronté à des problèmes budgétaires considérables, le trésor restant totalement tributaire de la volatilité des prix pétroliers³⁴.
- L'emploi et l'infrastructure sont presque totalement inexistantes et la population masculine, très peu scolarisée et peu compétente sur le marché de l'emploi, est lourdement désautonomisée. Bon nombre de ces hommes se font recruter avec enthousiasme par les groupes ethniques armés et des groupes de razzia.
- Le bétail, essentiel à la culture pastorale, est au centre des nombreux conflits intercommunautaires. Le vol de bétail à grande échelle est profondément enraciné à la fois pour des raisons culturelles et économiques.

Société

- La grande disponibilité des armes à feu au sein des communautés et les croyances entourant le «pouvoir du fusil» alimentent le conflit.
- L'érosion de l'autorité traditionnelle et des pratiques relatives à la réconciliation et au droit coutumier empêchent les communautés de contrôler leur jeunesse lourdement armée.

Il n'est donc pas surprenant que le GdSS soit submergé par la difficulté de reconstruire le Sud-Soudan littéralement à partir de rien après les ravages causés par la guerre civile. Il n'est que faiblement voire pas du tout représenté hors de nombreuses villes et villages et navigue d'une crise à l'autre. À ce problème s'ajoute la mentalité bien

Encadré 11.1 Les réponses du GdSS à la violence tribale: la litanie du «désarmement»

En l'absence d'une stratégie holistique pour combattre la violence, le GdSS préconise une approche musclée: le désarmement forcé de la population d'abord, le contrôle des armes à long terme et la réconciliation entre les peuples sudistes ensuite³⁵. L'objectif poursuivi est de sauver des vies à court terme³⁶ et d'empêcher Khartoum de mener une nouvelle guerre par procuration par le biais des groupes sudistes armés. La réduction des armes en circulation pourrait également contribuer à restaurer l'autorité des leaders traditionnels et résoudre les conflits intercommunautaires.

À mesure que le nombre de vies perdues augmente, un sentiment d'urgence de la tâche se fait sentir: la direction de l'ALPS, le Conseil de sécurité du GdSS, le Comité pour la paix et la réconciliation de l'Assemblée législative du Sud-Soudan et les leaders traditionnels se sont tous prononcés en faveur du désarmement en 2009 (Kings, Chiefs and Traditional Leaders, 2009, s. 5.2). Il importe de signaler qu'en mai 2009, une conférence des chefs traditionnels à Bentiu a appelé à prendre des «mesures drastiques» à l'encontre de tous ceux qui résisteraient, donnant ainsi effectivement au GdSS le mandat pour poursuivre son approche militariste du désarmement.

Le GdSS est cependant incapable d'entreprendre un désarmement de manière à contribuer à améliorer la sécurité à long terme. Cette entreprise nécessiterait un cadre légal régissant le contrôle des armes à feu³⁷, des forces de police professionnelles et formées, des institutions d'application de la loi et de la sécurité bien établies, des couloirs de protection provisoires pour les frontières internationales contrôlées et désarmées, le désarmement simultané des communautés en conflit dans l'ensemble de la région (ainsi que dans les États voisins) et la confiance des communautés dans le GdSS. Rien de tout cela n'existe.

La fragmentation du GdSS rend également le désarmement risqué. Alors qu'il a désespérément besoin de reprendre le contrôle sur l'usage de la force au Sud-Soudan et aimerait dans la foulée neutraliser les «ennemis» potentiels de l'APG, en réalité, il est incapable de désarmer de nombreux groupes armés et communautés sudistes. Les tactiques musclées utilisées par l'ALPS à l'égard des communautés, dont bon nombre considèrent déjà l'armée comme un «ennemi»³⁸, pourraient engendrer une résistance et des combats sanglants, fournissant davantage d'occasions aux «ennemis de la paix» pour y prendre part.

Les leaders du Sud-Soudan étant largement en faveur du désarmement et malgré l'absence d'une politique ou d'un projet global, le GdSS (au niveau de l'État) poursuivra sans aucun doute des campagnes spécifiques en 2010 et au-delà. Ce qui se vérifie déjà dans certains États dans le cadre d'une campagne de désarmement préélectorale. Dans l'actuel climat d'insécurité, il est peu probable que des stratégies globales de promotion de la sécurité voient le jour³⁹; elles seraient accueillies par une résistance et des combats au niveau local.



Le village de Duk Padiet, Janglei, à la suite d'une attaque menée en septembre 2009 par des membres de la tribu Lou Nuer, qui a fait 160 morts. © Tim McKulka/UNMIS

enracinée chez une majorité des élites politiques et militaires selon laquelle les objectifs sont plus faciles à atteindre en utilisant – ou du moins en menaçant d'utiliser – la force, notamment en appliquant le désarmement forcé (voir encadré 11.1). Il en résulte un jeu de concurrence à somme nulle que se livrent des éminences grises dans un patchwork de conflits enchevêtrés.

Une diversité d'acteurs alimente l'insécurité au Sud-Soudan. Depuis la signature de l'APG, différents affrontements ouverts ont eu lieu entre les parties, impliquant l'ALPS d'un côté et les forces fidèles à Karthoum de l'autre⁴⁰. En outre, il y a eu une recrudescence dramatique des dites «violences tribales» ou affrontements, dont bon nombre d'observateurs pensent qu'elles ont été progressivement alimentées par des éminences grises à des fins politiques⁴¹.

Les groupes tribaux armés

La violence tribale a été particulièrement marquée dans les États de Jonglei et du Nil Supérieur en 2009, et dans une moindre mesure dans les États des Lacs ainsi que d'Equatoria central et oriental. La violence est à la fois intertribale, comme entre les Murle et les Lou Nuer, et intratribale comme entre les Lou Nuer et les Jikany Nuer (voir ci-dessous). Bon nombre de ces conflits sont anciens et remontent à la guerre civile, mais ils sont exacerbés par la sécheresse et la pénurie alimentaire ainsi que par les conflits migratoires qui y sont liés dans les communautés pastorales et entre les communautés pastorales et agricoles. Les Nations unies estiment que la crise alimentaire actuelle et l'absence de pluies en 2009 forcera les communautés pastorales à emmener leur bétail plus loin en quête d'eau et de pâturages, augmentant la probabilité d'affrontements continus en 2010 (UNOCHA, 2009, p. 1).

La vague de violence en 2009 s'est caractérisée par une fréquence accrue des attaques, la prise délibérée des villages pour cible (au lieu des camps de bétail) lors des raids et par le fait que les femmes et les enfants constituaient la majorité des victimes visées (MSF, 2009, p. 14-15, voir tableau 11.1). Une attaque typique de ce genre sur le village Kalthok dans l'État des Lacs en novembre 2009 s'est soldée par 41 morts, 10.000 déplacés et près de 80% d'habitations réduites en cendres. Les combats peuvent impliquer des centaines de jeunes lourdement armés se lançant dans des attaques coordonnées et militarisées. De plus en plus d'hommes de l'ALPS, de la police et de fonctionnaires locaux ont également été tués (Conseil de sécurité de l'ONU, 2009b, p. 1). Les pires exactions ont eu lieu en grande partie dans les régions reculées et inaccessibles où le GdSS n'est guère ou pas représenté.

Au même titre que la violence de l'époque de la guerre civile, les facteurs politiques exacerbent l'insécurité. De nombreuses allégations font état d'armes et de munitions fournies au Sud-Soudan par des éléments du NCP/des FAS dans un effort de déstabilisation du Sud. Ces allégations, fondées sur l'attitude du Nord durant la guerre civile, semblent plausibles et sont largement répandues dans le Sud-



Tableau 11.1 Affrontements violents notables ciblant les femmes et les enfants en 2009

Mois	Lieu	État	Blessés	Morts	Déplacés
Mars	Lekwongole	Jonglei	45	450	5.000
Avril	Akobo	Jonglei	70	250	15.000
Mai	Torkej	Nil Supérieur	57	71	10.000
Juin	Nyaram	Nil Supérieur	38	60	10.000
Août	Mareng	Jonglei	18	185	n/a
Août	Panyangor	Jonglei	64	42	24.000
Septembre	DukPadiet	Jonglei	100	160	n/a
Octobre	Terekeka	Equatoria central	n/a	30	22.000
Total			392+	1.248	86.000+

Source: adapté de MSF (2009, p. 15).

Soudan bien que ni le GdSS/l'ALPS ni la Mission des Nations unies au Soudan (MINUS) n'aient produit de preuves documentées à ce jour⁴².

Dans une région où les identités tribales débordent dans le domaine politique, il règne également le sentiment largement partagé que les hommes politiques sudistes utilisent et provoquent les conflits tribaux pour consolider leur base électorale⁴³. Dans le contexte incendiaire qui prévaut aujourd'hui au Sud-Soudan, les perceptions, qu'elles soient justifiées ou non, suffisent à elles seules à instiguer la violence locale. Vu la nature revancharde de nombreux conflits, la lutte pour les ressources naturelles, les faiblesses structurelles discutées ci-dessus, et l'absence d'un cadre de sécurité pour y remédier, la violence politique «tribale» ne semble pas prête de s'arrêter.

Dans les sections suivantes, nous examinerons plus en détail deux des conflits actuellement en cours dans les États du Jonglei et du Nil Supérieur.

Le conflit Murle-Lou Nuer

Le conflit Murle-Lou Nuer dans l'État de Jonglei est révélateur de la manière dont les dynamiques tribales et politiques s'enchevêtrent dans la période post-APG. Le conflit qui les oppose de longue date a explosé en une série de massacres et d'attaques de représailles en 2009. Après les attaques des Murle en janvier, les représailles massives des Lou Nuer ont causé près de 450 morts dans le camp Murle et 300 du côté Nuer. En avril, des représailles de Murle se sont soldées par 250 morts supplémentaires et 15.000 déplacés (*Sudan Tribune*, 2009b; MSF, 2009, p. 15). D'autres affrontements en août et en septembre ont causé des centaines de morts supplémentaires, et pris notamment pour cible des fonctionnaires de l'ALP, de la police locale et de l'État. Durant ces attaques, des cases ont été régulièrement incendiées de même que les bureaux de police et des administrations publiques.

Les divisions politiques entre les communautés datent de plusieurs dizaines d'années et remontent à la première guerre civile (1956-72), lorsque le gouvernement a armé les Murle contre des rebelles Nuer Anyanya principalement. Durant la seconde guerre civile, le chef traditionnel Sultan Ismael Konyi, soutenu par les FAS, a créé une milice «d'autodéfense» Murle, les Forces de défense Pibor, pour protéger les biens et les territoires Murle de l'ALPS. Il a changé ensuite de tactique dans la période post-APG, pour s'aligner officiellement sur l'ALPS en 2006 et devenir un conseiller présidentiel du GdSS pour la paix et la réconciliation. Il est probable que son insigne du GdSS ne reflète pas véritablement ses allégeances. Il passe un temps considérable à Khartoum et reste proche de certains de ses officiers qui ont rejoint les FAS. On ne peut établir avec certitude dans quelle mesure il pourrait être impliqué dans les attaques actuelles des Murle contre les Lou Nuer et autres groupes⁴⁴.



La famille du défunt Major Maboir Mading, tué en septembre 2009, lors d'une attaque du Lou Nuer à Duk Padiet, dans l'État du Jonglei, est rassemblée autour de son cercueil. © Tim McKulka/UNMIS

Les Lou Nuer ont reçu des armes à la fois des FAS, via les FDSS, et de l'ALPS à différentes périodes de la guerre civile. Mais contrairement à la plupart des groupes de défense tribaux, ladite armée blanche Nuer (une vague coalition de groupes armés comprenant majoritairement des jeunes de camps de bétail locaux) était largement indépendante, souvent de nature offensive et extrêmement violente (Young, 2007, p. 9, 26). Une initiative de désarmement prise par le GdSS en 2006 dans l'après-guerre était censée démanteler cette force, mais a au contraire entraîné de violents affrontements qui ont fait au moins 1.600 morts, et n'a pu qu'éliminer temporairement l'armée Nuer (Small Arms Survey, 2007b)⁴⁶.

Depuis, cette armée a refait surface pour diverses raisons, dont un sentiment largement partagé par les Lou que le gouvernement national n'est pas disposé à les protéger contre les raids actuels⁴⁷ et l'enlèvement de leurs enfants malgré des appels répétés. Les principaux griefs concernent l'attaque en janvier 2009 d'un convoi transportant des salaires (quelque 35.000 USD) destinés aux fonctionnaires du comté de Nyirol dominé par les Lou ainsi que le vol rapporté de plus de 20.000 têtes de bétail en mai 2007 par les Dinka du comté de Duk (ICG, 2009b, p. 3). Les analystes avaient prédit que l'armée referait surface à moins que les anciens chefs des FDSS soient effectivement intégrés dans l'ALPS et que le GdSS établisse des structures de gouvernement local efficaces (Young, 2006, p. 10). Aucune de ces conditions n'a été respectée. Depuis les incidents survenus plus tôt, les tensions se sont intensifiées avec les ethnies voisines Dinka, Jikany, Nuer, Gawaar Nuer et Murle concernant les droits de pâturage. Les jeunes ont repris les armes et sont approvisionnés par différentes sources⁴⁸.

**Il est évident
que la violence
Lou Nuer-Murle
s'est politisée.**

Peu d'éléments semblent indiquer que les anciens leaders des FDSS commandent directement cette force de «protection» Nuer résurgente, mais il est évident que les principaux leaders peuvent mobiliser des centaines (d'aucun disent des milliers) de combattants dans les camps de bétail locaux et que la violence s'est aujourd'hui politisée. Durant la guerre, il était de notoriété publique que les combattants de «l'armée blanche» suivaient au combat l'ancien membre du haut commandement des FDSS, Simon Gatwich, un Lou Nuer, aujourd'hui officier gradé de l'ALPS. L'attaque de Lou Nuer du 20 septembre 2009, au cours de laquelle 1.000 jeunes Lou Nuer ont tué près de 160 personnes (Dinka Bor) à Duk Padiet, Jonglei, ainsi que l'attaque survenue plus tôt à Wernyol, dans le comté de Twic East, qui a fait au moins 40 morts, auraient été menées par «Chibetek» Mabil Thiep, qui était autrefois sous les ordres de Simon. Chibetek, resté dissident après la Déclaration de Juba, a été impliqué dans un raid ciblant une cache d'armes à Khorfulus (*Sudan Tribune*, 2009a)⁴⁹. Les victimes de l'attaque, survenue peu après que le blocage d'une route commerciale importante pour les Nuer par le gouvernement de l'État dirigé par des Dinka, ont fait 11 morts parmi les combattants de l'ALPS et les hommes de la police sudiste. Ce qui a asséné un sérieux coup à l'autorité de l'État (*Sudan Tribune*, 2009a).

Le conflit Lou Nuer-Jikany Nuer

Un autre grand conflit tribal à connotation politique oppose périodiquement les Lou Nuer et les Jikany Nuer du comté de Nasir, dans l'État du Nil supérieur. Les Lou et les Jikany ont été ouvertement en conflit de 1993 à 2004 dans le sillage de la scission de l'ALPS, mais les affrontements violents ont été peu fréquents dans la période qui a suivi la signature de l'APG jusqu'en 2009. Différents facteurs ont engendré une détérioration des relations, et notamment le déplacement des Jikany par les Lou durant la guerre, donnant lieu à des litiges territoriaux, une série de vols de bétail et des enlèvements visant les Lou mi-2009 (ICG, 2009b, p. 7). Le 8 mai 2009, des Lou armés (dont bon nombre en uniforme) ont tué 71 Jikany, essentiellement des femmes et des enfants, dans une attaque revancharde de type militaire. Peu après, le 12 juin, les Jikany ont intercepté un convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU voyageant dans le corridor le long du fleuve Sobat afin de fournir des vivres aux 19.000 déplacés Lou (MINUS, 2009a, p. 1). Des rapports indiquent que trois bateaux supplémentaires ont été ajoutés à Nasir⁵⁰; les Jikany locaux suspectaient qu'ils contenaient des munitions ou des armes⁵¹. Ils étaient également mécontents qu'une aide alimentaire soit fournie à leurs ennemis Lou. Les bateaux ont été attaqués par une force armée Jikany alors qu'ils se dirigeaient vers le Sud en direction d'Akobo, provoquant trois jours de combat avec l'ALPS⁵². Non moins de 119 hommes auraient été tués, dont 89 hommes de l'ALPS (ICG, 2009b, p. 8). Seize bateaux auraient été pillés et cinq détruits⁵³.

Les bateaux du PAM avaient été affrétés par Riek Gai Kok, un Jikany Nuer présentant une longue expérience du conflit interne dans le Sud⁵⁴. À la fin de la guerre, il s'est désolidarisé du leader des FDSS Gordon Kong et a pris quelques-uns de ses hommes avec lui pour rejoindre l'ALPS⁵⁵. Il semble que certains d'entre eux aient ensuite déserté l'ALPS pour participer à l'attaque du convoi du PAM⁵⁶. Bon nombre de questions à propos de cette attaque restent sans réponse, notamment la question de savoir pourquoi des barges supplémentaires ont été ajoutées au convoi et pourquoi l'ALPS accompagnait un convoi alimentaire de l'ONU. La fermeture du couloir du fleuve Sobat – utilisé pour le transport de vivres et de biens – qui s'en est suivie et qui a duré deux mois, a exercé une pression considérable sur les communautés locales et exacerbé le conflit local (ICG, 2009b, p. 7).

L'Armée de résistance du Seigneur

L'Armée de résistance du Seigneur (ARS), dirigée par Joseph Kony, reste une menace non négligeable pour la sécurité et la stabilité du Sud-Soudan et de la région. Bien que l'ARS soit à l'origine un groupe rebelle du nord de l'Ouganda, composé de l'ethnie Acholi opposée au gouvernement de Kampala, il a recruté plus récemment un nombre indéfini d'Acholi soudanais et de Congolais et vécu une existence itinérante dans les régions frontalières jouxtant le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo (RDC) et la République centrafricaine (RC). Il a longtemps été impliqué dans les violences opportunistes dans le Sud-Soudan, terrorisant les communautés et entretenant ses effectifs par des enlèvements et le vol de munitions et de vivres. Khartoum a soutenu l'ARS contre l'ALPS durant la guerre civile, contrant le soutien apporté par les Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) à l'ALPS, et bien que ses effectifs dans le Sud-Soudan soient inférieurs à 50 sur un total de 250 à 300 fin 2009, le groupe est toujours largement redouté⁵⁷.

Si la période qui a suivi immédiatement la signature de l'APG s'est caractérisée par un mouvement progressif en faveur d'un processus de paix arbitré par Juba entre le gouvernement ougandais et l'ARS, Kony a manqué plusieurs fois l'occasion de venir signer ledit Accord de paix final. En réaction, l'UPDF, l'ALPS et les forces de RDC, avec le soutien stratégique du Commandement des États-Unis pour l'Afrique⁵⁸, ont opté pour l'usage de la force en lançant l'«Opération Éclair de tonnerre» en décembre 2008, une offensive militaire qui a commencé par le bombardement du camp principal de l'ARS dans le Parc national de Garamba (RDC) (Schomerus et Tumutegyereze, 2009, p. 1). L'attaque a porté un coup sérieux au groupe rebelle et permis de retrouver de nombreuses personnes enlevées, mais Kony, qui pourrait avoir été prévenu, a pu s'échapper. Mais, fait plus important, cette offensive a disséminé l'ARS en petits groupes dans le Sud-Soudan, la RDC et la RC, créant une zone de conflit régionale, donné lieu à une série d'attaques de représailles vicieuses de la part de l'ARS et engendré un déplacement massif fin 2008. En novembre 2009, des attaques dans les États d'Equatoria occidentale et central du Sud-Soudan perpétrées par l'ARS ont fait plus de 220 tués, au moins 157 personnes enlevées et plus de 80.000 personnes déplacées (dont 17.000 Congolais) (IRIN, 2009).

Fin 2009, Kony aurait fui en RC, juste au moment où une seconde opération militaire conjointe de l'ALPS et de l'UPDF, avec le soutien des États-Unis, était lancée. Les premiers rapports ont laissé entendre que la seconde campagne s'est montrée plus résolue à éliminer le groupe une fois pour toutes. À la fin de l'année, 400 membres de l'ARS, dont plusieurs chefs, ont été tués ou capturés ou avaient déserté selon le chef de l'armée ougandaise. Certains rapports officiels ont toutefois signalé que l'ARS s'était regroupée et s'entraînait dans des camps dans le Sud-Darfour avec le soutien des FAS (Ruati, 2009; 2010).

Il convient de ne pas sous-estimer la capacité de l'ARS à survivre et à se regrouper. Il est peu probable que les tactiques militaires suffisent à elles seules à éradiquer le groupe. La médiocre coordination antérieure entre l'ALPS et l'UPDF, ainsi que le manque de capacité de l'ALPS donnent également à penser que le groupe pourrait continuer de menacer sérieusement la sécurité dans le Sud-Soudan et dans la région⁶⁰. Le soutien des FAS, dont il bénéficierait encore, augmenterait également ses chances de survie à long terme.

Il est peu probable que les tactiques militaires suffisent à elles seules à éradiquer l'ARS.

Les Unités mixtes intégrées

Les UMI, créées par l'APG et conçues comme une force conjointe des FAS et de l'ALPS durant la période transitoire et comme le noyau d'une armée nationale dans l'hypothèse d'une future unité Nord-Sud, ne se sont pas développées comme prévu. Elles se composent actuellement de quelque 32.700 soldats, soit environ 83% de leur puissance prévue. Dans la plupart, sinon toutes les régions du Sud-Soudan et les trois zones frontalières d'Abyei, du Sud-Kordofan et du Nil bleu, les composants FAS et ALPS de ces forces restent sous le contrôle de leurs armées respectives. Elles ont été quasi totalement incapables d'assurer la sécurité et ont dans certains cas généré une grande *insécurité*, notamment, paraît-il, en distribuant des armes aux communautés locales.

À Malakal, les UMI ont été par deux fois, en 2006 et en 2009, au centre de violences orchestrées et politiquement motivées qui ont engendré des violations majeures du cessez-le-feu. Les éléments FAS et ALPS de l'UMI de Malakal se composent de forces majoritairement Nuer Fangak, une milice des FDSS datant de la guerre civile dirigée par le général de division Gabriel Tang Gatwich Chan, connu par la population sous le nom de «Tang-Ginye» ou «Tang». Après la guerre, Tang est devenu général de division des FAS alors que son second, John Both, s'est aligné sur l'ALPS. Les deux commandants se sont séparés avec acrimonie et leurs partisans partagés constituent aujourd'hui une partie importante des composants FAS et ALPS de l'unité de Malakal⁶¹.

Les deux forces se sont affrontées pour la première fois en 2006, lorsque l'ALPS a tenté d'amadouer Tang en lui proposant la fonction de gouverneur du Nil Supérieur. Lorsque le GdSS a refusé sa demande de conserver ses forces FAS «personnelles» dans le cadre de sa fonction de gouverneur du GdSS, les tensions ont entraîné un échange de coups de feu avec l'ALPS, durant lequel un soldat de la MINUS a été tué. La violence qui s'en est suivie a fait 150 morts avant que les forces de son ancien second n'arrêtent Tang, le forçant à se retirer à Khartoum.

En février 2009, la violence a resurgi à nouveau lorsque Tang a insisté pour visiter Malakal afin de voir ses proches. Ce qui a incité les anciens miliciens du composant FAS de l'UMI (au moins 50% du composant FAS de l'UMI) à s'en prendre à l'ALPS et aux civils locaux, faisant 57 morts, l'une des violations les plus importantes du

cessez-le-feu depuis la signature de l'APG. Dans la mêlée, un char des FAS aurait été utilisé pour bombarder sans discernement une zone civile (HRW, 2009). Ces violences ont eu lieu peu après l'annonce du mandat d'arrêt prononcé par le Tribunal international pénal à l'encontre du président Omar el-Béchir pour des crimes présumés commis au Darfour, incitant les observateurs à croire que Tang a été envoyé à Malakal par des éléments du NCP/services secrets de l'armée pour avertir le GdSS de ne pas soutenir le mandat⁶². Après ces violences, l'ALPS a renforcé ses capacités en amenant dix nouveaux chars à Malakal pour faire face aux huit chars des FAS de l'autre côté de la ville.

L'UMI de Malakal n'est pas le seul repaire d'anciens miliciens des FDSS. La MINUS estime à 983 le nombre d'anciens partisans FDSS alignés sur les FAS dans les composants FAS des UMI dans les États du Nil supérieur et de Jonglei.

Bien que l'ALPS le nie, des éléments FDSS alignés sur l'ALPS auraient également été transférés vers l'UMI. Cette tactique semble avoir été motivée par le souhait de conserver le corps principal de l'ALPS libre de toute influence de groupes armés et de conflits internes⁶³.

Il convient de noter que dans chacune des trois principales violations du cessez-le-feu survenues depuis la signature de l'APG (deux à Malakal et une à Abyei en mai 2008), les composants de l'UMI se sont scindés et se sont battus l'un contre l'autre. Leur absence d'intégration quasi-totale reste très préoccupante. Elle pose également un risque dans l'hypothèse probable d'un vote en faveur de la sécession du Sud vu que les FAS auront plus de 15.000 hommes dans les UMI stationnées au Sud-Soudan et dans les régions frontalières stratégiques⁶⁴. Ces soldats mécontents (et probablement impayés) pourraient être facilement impliqués dans les combats.

L'ALPS

L'armée sudiste n'est pas un acteur unitaire mais plutôt un rassemblement hétérogène de soldats issus d'un large éventail de groupes ethniques dont le passé, l'expérience et la compréhension de la guerre civile diffèrent. L'ALPS englobe aujourd'hui plusieurs anciens ennemis qui ont été absorbés après la Déclaration de Juba ainsi que des combattants aux niveaux d'expérience très différents. Bien que le commandement ait cherché à moderniser et à professionnaliser l'armée, ce processus en est à ses premiers balbutiements, hypothéquant dans l'intervalle la

Des soldats de l'ALPS paradent durant les festivités marquant le 4e anniversaire de l'Accord de paix global à Malakal, Sud-Soudan, le 9 janvier 2009. © Tim McKulka/UNMIS





conventionnelle par manque de mobilité et de support logistique. Cette absence de capacités complique énormément les déplacements sur une longue distance ainsi que la possibilité de nourrir et de loger de grands nombres de soldats. Si l'armée est pleinement occupée à se professionnaliser, elle ne peut remédier à ses faiblesses sans argent pour acheter le matériel essentiel, développer les systèmes opérationnels et assurer une formation permanente (sans parler des routes). Vu que la majorité de son budget est dépensée en salaires et le reste en vivres et en carburant, il est impossible de le faire à court terme⁶⁸.

Forces personnelles / «armées privées»

Au sein de l'ALPS, les forces personnelles ou armées privées qui restent fidèles aux anciens chefs des FDSS présentent également une menace. Bien que ces chefs et leurs hommes fassent officiellement partie de l'ALPS, les lignes hiérarchiques personnelles et historiques l'emportent souvent sur la fidélité à l'armée. À titre d'exemple, feu John

sécurité dans le Sud⁶⁵. Il convient de noter que les leaders de l'APS auraient admis qu'ils ne contrôlaient que 30% de leurs forces et n'étaient pas sûrs de ce que les 70% restants feraient s'ils étaient appelés à se battre à l'avenir⁶⁶.

Un des problèmes de sécurité majeurs réside dans l'organisation globale de l'armée, dont l'encadrement est trop lourd après la promotion de nombreux chefs de milices et de groupes armés pour s'assurer de leur fidélité. Les lacunes au niveau du commandement et de la communication entre la base et les chefs haut placés se marquent de plus en plus. En partie en raison des problèmes de capacité de la police sudiste, l'armée reste *de facto* le principal pourvoyeur de sécurité dans le Sud-Soudan. En pratique, elle répond à la violence localisée de manière ponctuelle et militarisée sans contrôle civil, créant la confusion au sein des communautés quant à son mandat et laissant la porte ouverte aux accusations de préjugés (ICG, 2009b, p. 21).

En effet, dans bon nombre de cas, l'ALPS locale est semi-autonome, les hommes réagissant à ces conflits davantage en tant que membres de leurs propres tribus plutôt qu'en qualité de soldats d'une force professionnelle, unifiée. Peut-être plus important encore dans le contexte des tensions Nord-Sud, la décentralisation de l'ALPS risque d'engendrer un effondrement du moins partiel de l'organisation dans le cas d'un futur conflit armé interne dans le Sud ou pour des raisons plus banales comme l'incapacité à payer des salaires⁶⁷.

L'ALPS est également incapable de remédier à l'insécurité comme une armée

Garang a désigné Clement Wani, ancien chef de la composante des forces Munday des FDSS, au poste de gouverneur de l'État d'Equatoria central. La zone de Juba est restée sous le contrôle des FAS durant la majeure partie de la guerre et la population locale était considérée comme hostile aux Dinka et à l'ALPS. Clement, une fois aligné sur le M/ALPS, a été en mesure de faciliter le stationnement des troupes de l'ALPS en Equatoria central et d'assurer la sécurité du jeune GdSS (Young, 2006, p. 34). En échange, le GdSS lui a permis de garder ses forces personnelles qui sont depuis devenues des forces de police officielles de l'État et continuent d'être contrôlées par lui⁶⁹.

L'ancien commandant des FDSS, Paulino Matiep, conserve également ses anciennes forces (aujourd'hui officiellement ALPS) à Bentiu et en Equatoria central. Dès la fin 2009, Paulino et le vice-président Riek Machar ont tenté d'évincer le gouverneur de l'État d'Unité gorgé de pétrole, Taban Deng Gai – le beau-frère de Riek, qui dispose de ses propres forces personnelles, et serait soutenu par les chars de l'ALPS, et qui est un ennemi de longue date de l'époque des FDSS⁷⁰. Le président du GdSS, Salva Kiir a signifié son soutien à Taban de sorte que les émois de Paulino ont été considérés comme un défi direct lancé à l'autorité de l'ALPS dans cet État. Cette lutte pour le pouvoir a dégénéré en violences entre les hommes fidèles à Paulino et ceux de Taban début octobre 2009, faisant 13 morts et 19 blessés (*Sudan Tribune*, 2009d).

Salva Kiir a tenté
de désarmer les
«armées privées»
sans succès
à ce jour.

Salva a tenté de désarmer ces armées privées, en édictant une directive spéciale début 2008, mais sans succès à ce jour. Outre Clement et Paulino, Riek Machar, Ismael Konyi et Abdel Bagi (conseiller présidentiel du GdSS pour la démarcation des frontières) ont tous ouvertement bravé l'ordre⁷¹. Un second édit similaire aurait été publié en 2009 sans résultats concrets⁷².

Ces forces pourraient être mobilisées par leurs leaders dans le cas où ils décideraient de devenir des ennemis politiques. Bien que faisant officiellement partie de l'ALPS, bon nombre de forces personnelles conservent des liens avec leurs anciens collègues des FDSS au sein des FAS ou pourraient renouer ces liens facilement. Ces alliances de guerre peuvent également être exploitées, et l'ont peut-être déjà été, pour faciliter les flux d'armes et augmenter la capacité militaire des jeunes des communautés. Les aspirations à long terme de ces acteurs sont restées nébuleuses jusqu'à fin 2009, mais la possibilité que certains d'entre eux puissent mobiliser leurs armées privées à des fins politiques reste élevée⁷³.

LA SÉCURITÉ DU SUD-SOUDAN AVANT ET APRÈS 2011

La multiplicité des sources d'insécurité, actuelles et potentielles, assombrit les perspectives d'avenir du Sud-Soudan. S'il est possible que les intérêts économiques mutuels ainsi que les bâtons et les carottes diplomatiques, empêchent effectivement l'effondrement de l'APG, le Sud-Soudan restera profondément fragilisé. L'ennemi commun dans le Nord et le désir de sécession du Nord-Soudan maintiennent les Sudistes juste assez soudés, mais cette situation pourrait changer à l'avenir. Les causes profondes qui ont entraîné la fragmentation du Sud n'ont pas été résolues de manière significative, et des dizaines d'années seront nécessaires pour remédier aux faiblesses structurelles à la base de la violence. Dans cet environnement précaire, un certain nombre de problèmes, ou une combinaison de ces problèmes, pourrait déclencher des violences *politiques* localisées ou généralisées avant, pendant ou après les référendums.

Voici les points déterminants de l'APG qui pourraient alimenter le futur conflit:

- l'impossibilité de parvenir à un accord sur les résultats du recensement de 2008;
- l'impossibilité d'organiser des élections «régulières», des résultats électoraux contestés ou un trucage manifeste (voir encadré 11.2);
- la contestation de la démarcation des frontières Nord-Sud⁷⁴;
- l'impossibilité d'organiser les référendums sur l'auto-détermination du Sud (ou Abyei), des fraudes manifestes ou la déclaration unilatérale d'indépendance par le Sud en guise de protestation⁷⁵;
- l'impossibilité de respecter ou de mettre en œuvre loyalement les résultats des référendums;
- l'impossibilité d'organiser des «consultations populaires» valables requises par l'APG dans les États du Sud-Kordofan et du Nil bleu⁷⁶;

- l'impossibilité de parvenir à un accord sur le partage des ressources du Soudan dans le cas probable d'une sécession.

Les campagnes de désarmement forcé ethniquement ciblées dans le Sud, ou l'incapacité persistante du GdSS à assurer les services élémentaires sont d'autres sujets qui pourraient mettre le feu aux poudres. Chacune des entités armées analysées dans ce chapitre pourrait être exploitée par les éminences grises locales, nationales ou régionales en vue de réalimenter un conflit armé généralisé. Cette longue liste comprend des groupes armés soutenus par les hommes politiques sudistes, les FAS, les forces auxiliaires des FAS, l'ALPS, les «armées privées», les anciennes factions FDSS au sein de l'ALPS, les composants des UMI ainsi que les groupes tribaux armés et les communautés.

Les régions situées le long des 2.000 km de la frontière Nord-Sud sont les plus susceptibles d'être affectées directement par la reprise du conflit armé. Les communautés Rizeigat, Misseriya, Dinka et Nuer rivalisent et s'affrontent régulièrement à propos des droits d'accès à l'eau, aux pâturages et aux migrations transfrontalières, des tensions qui sont manipulées depuis toujours par Khartoum. Les droits fonciers sont contestés dans de nombreuses régions et les frontières ne sont pas clairement établies, entraînant des frictions régulières, notamment à Kharasane (à la frontière entre les États d'Unité et du Sud-Kordofan), dans la région de Magenis (bordant le Nil Supérieur, le Nil blanc et le Sud-Kordofan), dans la région du grand Malakal, et autour d'Abyei où quelque 85% de la communauté Ngok Dinka ont été déplacés à la suite des affrontements de mai 2008. Sans pouvoir établir avec certitude qui peut prétendre au statut de résident d'Abyei et est donc habilité à voter dans le cadre du



Des manifestants réunis à Khartoum en décembre 2009 pour la réforme électorale avant les élections nationales prévues en avril 2010. © Abd Raoui/AP Photo

Encadré 11.2 Les drames électoraux et censitaires du Soudan

Les élections réclamées par l'APG seront presque certainement controversées. À mesure que le mois d'avril 2010 approche, des voix de plus en plus nombreuses expriment leur inquiétude sur des thèmes aussi variés que le système électoral complexe, l'absence presque totale d'éducation des électeurs et le risque élevé de négligence ou de faute administrative durant le processus électoral (Willis, el-Battahani et Woodward, 2009). Non moins essentiel, le NCP n'a pas entrepris les réformes nécessaires pour que les élections puissent se dérouler de manière loyale et transparente⁷⁷.

Les élections se tiendront à six niveaux différents: pour les présidences du gouvernement d'unité nationale à Khartoum et le GdSS; pour l'Assemblée nationale (Khartoum) et l'Assemblée législative du Sud-Soudan, ainsi que pour les fonctions de gouverneur et les législatures fédérées des 24 États du Soudan⁷⁸. Dans la pratique, chaque électeur du Nord devra voter huit fois selon trois systèmes électoraux différents⁷⁹; dans le Sud, les électeurs devront voter 12 fois (Willis, 2009, p. 4) malgré le fait que la population du Sud-Soudan présente des taux extrêmement élevés d'analphabétisme et pratiquement aucune expérience des élections⁸⁰.

Intensifiant les tensions, les résultats du recensement de 2008, qui ont été utilisés pour délimiter les circonscriptions électorales et seront utilisés pour attribuer les sièges de l'Assemblée nationale et de l'assemblée des États, ont également abouti à une impasse. Le GdSS a rejeté en bloc les résultats en raison de la sous-comptabilisation de différentes populations au profit du NCP et du refus du Bureau central des statistiques de lui permettre d'examiner les données brutes (Bure, 2009, p. 6). Les chiffres indiquaient que les Sudistes représentaient à peine 21% de l'ensemble de la population soudanaise, soit bien moins que le tiers revendiqué par le MLPS.

Il s'est avéré que la population du Darfour avait augmenté de 60% depuis le recensement de 1993, avec une augmentation exponentielle de la population (arabe) nomade, malgré que les personnes déplacées résidant dans les camps n'aient pas été prises en compte. La population dans les régions contrôlées par l'ALPS des Monts Nouba dans le Sud-Kordofan n'a pas été comptabilisée du tout en raison d'un boycott électoral.

La défaillance du processus d'enregistrement en novembre 2009 a également attisé le mécontentement laissant d'innombrables électeurs potentiels, notamment dans la diaspora, privés du droit électoral. Et parmi eux, plus de deux millions de déplacés dans le Darfour, où les centres d'enregistrement étaient surveillés par des membres des FAS, la police et des agences des Services nationaux de sécurité et d'intelligence ainsi que par des véhicules lourdement armés (ICG, 2009a, p. 4; Carter Center, 2009, p. 8). Dès la fin 2009, le MLPS a déclaré que des élections loyales seraient impossibles; il en a donc appelé à la communauté internationale pour faire pression sur le NCP afin de faire des concessions tout en entamant des négociations intensives avec le NCP pour sortir de l'impasse. Le MLPS réclamait en particulier une suspension ou une abrogation des lois «draconiennes» sur la sécurité et l'ordre public du Nord-Soudan qui contrôle les médias et la liberté de réunion et d'expression⁸¹ ainsi qu'une réparation de la débâcle censitaire en faveur du Sud⁸².

Dès la fin de 2009, une série d'options ont été mises sur la table. Le MLPS avait le choix de boycotter les élections afin de pousser le NCP à entreprendre les réformes démocratiques nécessaires; sauf que les deux parties pourraient convenir de reporter ou même d'annuler les élections mais, le cas échéant, elles pourraient créer un dangereux précédent pour les autres «exceptions» de l'APG. Sinon, il pouvait décider d'organiser les élections, aussi imparfaites soient-elles, avec la possibilité de voir un grand nombre de Soudanais privés de leurs droits électoraux contester les résultats (Willis, 2009, p. 1). Si le MLPS perd un nombre significatif de sièges aux élections, il se peut également qu'il rejette les résultats ou qu'il manipule les résultats pour éviter cette perte. Des violences pourraient éclater facilement et affecter à leur tour l'organisation des référendums.



Source: Commission des élections nationales au Soudan

référendum d'Abyei, il est probable que la région connaisse une escalade de tensions et de violence. Entre-temps, le Comité technique spécial des frontières, qui a officiellement commencé à délimiter les frontières en 2007, a récemment enregistré des progrès bien qu'il ait été bloqué une partie de l'année 2009 à la suite d'accusations d'interférence politique⁸³.

On peut s'attendre à voir surgir des querelles chaque fois que des avantages stratégiques ou économiques sont en jeu. Le pétrole représente l'une des ressources frontalières majeures et les enjeux sont extrêmement importants.

Les parties se querellent actuellement sur la situation des champs pétrolifères d'Heglig et de Bamboo, le GdSS affirmant qu'ils font partie de l'État d'Unité (Sud-Soudan) et le NCP disant qu'ils appartiennent au Sud-Kordofan (Nord-Soudan) (Hemmer, 2009, p. 12). On estime que 82% des champs pétrolifères sont situés sur le territoire du Sud-Soudan, à l'exception de ces deux-là. Si le passage de la future frontière Nord-Sud est délimité au nord de Heglig/Bamboo, le Sud-Soudan détiendra près de 95% de l'ensemble de la production actuelle⁸⁵. Toute confrontation militaire future entre les parties signataires de l'APG aura lieu très probablement autour des champs pétrolifères, malgré les risques pour la production de pétrole. Il y a de fortes chances que la police pétrolière contrôlée par le NCP et les FAS (qui est déjà présente autour de Heglig, en violation de l'APG) tente des annexions en cas d'absence d'accord sur la démarcation des frontières.

La migration annuelle transfrontalière des Arabes Misseriya est également porteuse de tensions et politisée⁸⁶. Les autorités locales insistent pour que les Misseriya qui migrent du Sud-Kordofan vers le Sud-Soudan se déplacent sans armes, de crainte que les FAS n'utilisent la migration pour fomenter des actes de violence ou transporter des armes.



Salva Kiir préside le lancement de sa campagne de réélection à la fonction de président du Sud-Soudan, février 2010. © Skye Wheeler/Reuters

En effet, l'ensemble de la région frontalière est devenue hautement militarisée et instable du fait que les deux côtés se battent pour s'arroger les ressources stratégiques. En 2008, les FAS et l'ALPS ont établi des campements à Tishwin (à la frontière entre les États du Sud-Kordofan et d'Unité, contrôlant une route importante de Khartoum vers le Sud), à 300 m de distance⁸⁷. Certains observateurs estiment que 70% des effectifs de l'ALPS sont déployés dans les zones frontalières⁸⁸. Les États d'Unité et du Nil Supérieur du côté sud de la frontière sont riches en pétrole et la situation particulièrement volatile, du fait de la présence importante des deux forces autour des principaux champs pétrolifères comme Heglig.

La location en 2009 de 400.000 hectares de terres par le fils de Paulino Matiep (PDG de Leac for Agriculture and Investment Company Limited) à Jarch Management Group, une société enregistrée dans les Îles Vierges britanniques et dirigée par un homme d'affaires américain, représente une autre complication potentielle dans l'État d'Unité. Jarch a acheté 70% des parts de Leac en échange de la location des terres, qui sont soi-disant destinées à une exploitation agricole mixte, alors qu'il s'avère en réalité qu'elle concerne le pétrole⁸⁹. La base légale en vertu de laquelle le fils de Paulino loue cette terre, que Paulino a lui-même contrôlée durant la guerre dans le cadre de sa protection des champs pétrolifères pour le NCP, reste opaque. En revanche ce qui est clair, c'est que les grandes quantités d'argent et la spéculation des hommes d'affaires étrangers sur la sécession sudiste compliqueront presque certainement le fragile paysage politique et sécuritaire du Sud-Soudan.

CONCLUSION

À l'approche des référendums, le Sud-Soudan se trouve à la croisée des chemins. Le GdSS et l'ALPS sont mal équipés pour remédier aux problèmes sécuritaires auxquels ils sont confrontés tandis que les élections de 2010 et les référendums de 2011 apportent de nouveaux risques sérieux de déstabilisation et de violence. S'il est évident que l'APG n'a pas vraiment remédié aux nombreuses causes de cette guerre civile qui s'enlise, la communauté internationale vient seulement aujourd'hui de prendre conscience de ce fait vu que l'APG expire bientôt et que peu de projets sont en place pour la période post-APG.

Les 12 mois à venir seront essentiels pour l'avenir du Sud-Soudan et de la région au sens large. Si les problèmes de capacité de la MINUS ainsi que la réticence des États contributeurs à prendre des risques ont jusqu'ici entravé la mise en œuvre du mandat de protection des civils sous la menace imminente de violences physiques tel que défini par le Chapitre VII (Conseil de sécurité des Nations unies, 2005, para. 16(i)), une approche plus dynamique pourrait contribuer à prévenir ou à contenir les violences futures⁹⁰. La mission a répondu occasionnellement avec fermeté à la violence localisée. À la suite des affrontements survenus fin août 2009 à Mereng, Jonglei, par exemple, elle a assuré des survols à basse altitude, transporté par avion des effectifs en armes et opérationnels de l'ALPS, et assuré des patrouilles de longue portée dans la région⁹¹.

Une série d'autres mesures devront être appliquées par le GdSS. La sécurité interne revêt une importance cruciale. Le déploiement intensif de l'ALPS dans les régions affectées par la violence semble essentiel à court terme, mais doit s'accompagner de règles d'engagement claires et transparentes, d'un contrôle civil plus efficace (responsabilisation) et d'une meilleure formation (y compris sur le respect des lois). Une présence sécuritaire plus visible et non partisane pourrait considérablement alléger les tensions. Identifier les instigateurs des conflits localisés et leur demander de rendre des comptes pour leurs actes (notamment l'incitation à la violence) est également indispensable, au même titre que de renouveler les efforts en vue d'une réconciliation intercommunautaire. À long terme, il conviendra de se pencher davantage sur une réforme de la police, en accordant une attention particulière à la formation et au recrutement de personnel qualifié.

En outre, une planification pratique, mûrement réfléchie, sera nécessaire immédiatement après 2011 vu que les Sudistes voteront presque certainement en faveur d'une sécession⁹². En plus de résoudre les autres litiges liés à l'APG, la coopération sera nécessaire sur une série d'autres questions, notamment la dette Nord-Sud et le partage des ressources, y compris l'oléoduc et les autres infrastructures⁹³, les droits de citoyenneté (en particulier et le statut et les

droits des Sudistes vivant dans le Nord et des Nordistes vivant dans le Sud), le statut des UMI, la future monnaie, le statut des traités internationaux signés par le Soudan et les relations futures entre les deux nouveaux États. Les deux parties ont cruellement besoin d'identifier les zones d'intérêt commun et d'entamer la planification d'un divorce pacifique (Bure, 2009, p. 14).

Jusqu'à fin 2009, distraites par les élections à venir, les parties sont apparues insuffisamment préparées à ce qui les attend et ont besoin d'une aide internationale ciblée. Les besoins sont nombreux, allant d'un processus continu d'aide à la construction d'infrastructures en passant par un soutien logistique et une formation durable pour les forces de sécurité en difficulté du GdSS. Lorsque les parties commenceront à discuter des détails de la séparation à huis clos, la communauté internationale aura également un rôle à jouer en continuant de les inciter à planifier l'avenir. Cette tâche devra être entreprise en conjonction avec une pression internationale coordonnée, en utilisant les nombreux incitants financiers et diplomatiques à la disposition des donateurs. La volonté du Soudan à répondre à cette pression a conduit à la signature de l'APG. Il est aujourd'hui urgent de la réitérer pour éviter que l'accord ne s'effondre et que le Sud n'implose. ■

LISTE DES ABRÉVIATIONS

RC	République centrafricaine
APG	Accord de paix global
RDC	République démocratique du Congo
GdSS	Gouvernement du Sud-Soudan
HSBA	Human Security Baseline Assessment – Évaluation de base de la sécurité humaine
UMI	Unités mixtes intégrées
ARS	Armée de résistance du Seigneur
NCP	National Congress Party – Parti du Congrès national
NIF	National Islamic Front – Front national islamique
FAS	Forces armées du Soudan
M/ALPS	Mouvement/Armée de libération des peuples du Soudan
FDSS	Forces de défense du Sud-Soudan
MINUS	Mission des Nations unies au Soudan
UPDF	Uganda People s Defence Force – Force de défense du peuple ougandais
PAM	Programme alimentaire mondial

NOTES

- 1 L'ALPS, l'armée sudiste, est l'aile militaire du parti politique MLPS; ensemble, ils sont parfois appelés M/ALPS. Pratiquement tous les membres haut placés du MLPS sont d'anciens leaders de l'ALPS.
- 2 Voir le Protocole de Machakos (APG, 2005, art. 2.5).
- 3 Interview d'un conseiller pour la consolidation de la paix au Soudan, Nairobi, novembre 2009.
- 4 Les guerres civiles ont eu lieu de 1956 à 1972 et de 1983 à 2005.

- 5 Interview par l'auteur du chef d'état-major de l'ALPS, le lieutenant-général James Hoth Mai, Juba, septembre 2009.
- 6 En décembre 2009, les partis se sont entendus sur plusieurs lois essentielles, dont celle régissant le référendum dans le Sud.
- 7 Un second référendum portant sur l'attribution d'Abyei au Nord- ou au Sud-Soudan dans l'hypothèse d'une sécession aura lieu en même temps que le référendum dans le Sud. Voir le Protocole entre le gouvernement du Soudan et le M/ALPS sur la résolution du conflit d'Abyei (APG, 2005, art. 1.3).
- 8 Voir de Waal (2009) sur la nécessité d'un accord mutuellement avantageux, soit sur l'unité soit sur une «séparation consensuelle» entre les élites soudanaises d'ici 2011 pour éviter une nouvelle guerre désastreuse.
- 9 Pour des rapports et des informations sur le projet d'évaluation de base de la sécurité humaine, voir HSBA (n. d.).
- 10 Le chapitre tient compte des développements survenus jusqu'à la fin de 2009, avant les élections nationales prévues. La situation de sécurité extrêmement fluide pourrait avoir changé dans l'intervalle.
- 11 «Chaque fois, ils s'adressaient à une milice locale, lui fournissaient des vivres et des armes et déclaraient la zone d'opérations zone sans éthique» (de Waal, 2004, p. 25-27). Voir également African Rights (1995) sur le jihad dans les Monts Nouba.
- 12 L'ALPS a été formée en 1983.
- 13 Le groupe était dirigé par Riek Machar (un Dok Nuer, devenu depuis vice-président du GdSS), Lam Akol (un Shilluk) et Gordon Kong (un Jikany Nuer).
- 14 La vision d'un Nouveau Soudan supposait un gouvernement sudiste autonome au sein d'une grande république du Soudan.
- 15 La faction de Garang a été appelée dans un premier temps ALPS-Torit ou courant dominant de l'APLS; ensuite, il a été désigné simplement sous le nom d'ALPS.
- 16 L'ALPS a perdu le soutien de l'Éthiopie après la chute de Mengistu Haile Mariam en 1991. Voir Johnson (2003, p. 88).
- 17 Les signataires de l'Accord de paix de Khartoum étaient le Mouvement/Armée d'indépendance du Sud-Soudan (Riek Machar), la faction M/ALPS dirigée par Kerubino Kawanyl Bol, le groupe des Indépendants du Sud-Soudan (Kawac Makwei), les Forces de défense d'Equatoria (Thiopholus Ochang Loti), l'Union des Partis africains soudanais (Samuel Aru Bol), et le Bor Group (Arok Thon Arok). Voir l'Accord de paix de Khartoum (1997).
- 18 Certains de ces membres des FDSS trouvent leur origine dans Anyanya II, qui a pris les armes contre Khartoum en 1978, avant la formation de l'ALPS (l'armée de guérilleros Anyanya, également connue sous le nom d'Anyanya Ier, a combattu durant la première guerre civile).
- 19 Le référendum était supposé avoir lieu durant une période transitoire de quatre ans après la signature de l'Accord de paix de Khartoum.
- 20 Le droit du Sud à l'auto-détermination a longtemps été caressé par les Sud-Soudanais. Voir la Déclaration de principes (IGAD, 1994), la Déclaration d'Asmara (1995), l'Accord de paix de Khartoum (1997) et le Protocole de Machakos de l'APG (APG, 2005).
- 21 Ce ne fut pas sans précédent historique. Voir Alier (1999).
- 22 Voir Schomerus (2007) pour l'histoire de l'ARS opérant dans le Sud-Soudan avec le soutien de Khartoum.
- 23 Il convient de noter que ce chapitre suit la convention sud-soudanaise en faisant référence aux individus par leur prénom. John Garang fait exception.
- 24 Voir la Déclaration de Juba (2006).
- 25 Interview du chef des services secrets militaires de l'ALPS, le brigadier-général Mac Paul, Juba, septembre 2009. L'ALPS affirme que 34.000 membres de groupes armés supplémentaires ont été intégrés dans les services de police, de protection de la vie sauvage et des prisons. Ce chiffre actualise l'estimation de 47.440 annoncés dans Small Arms Survey (2008).
- 26 Alors que Paulino est en théorie le second de la hiérarchie après Salva, leurs relations seraient mauvaises.
- 27 Rapports internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 28 Bon nombre des milices soutenues par Khartoum sont séparatistes. Pour la première fois fin octobre 2009, Salva a effectivement appelé à la sécession sudiste. Jusqu'alors, il était resté fidèle à la position officielle de l'ALPS en faveur d'un Soudan uni, conforme à la vision du fondateur du M/ALPS, feu John Garang (Reuters, 2009).
- 29 Interview d'un conseiller pour la consolidation de la paix au Soudan réalisée par l'auteur, Nairobi, novembre 2009.

- 30 Interviews par l'auteur de Mary Nyaulang, présidente du Comité pour la paix et la réconciliation, Assemblée législative du Sud-Soudan et de Louis Lobong, président de la Commission du GdSS pour la paix, Juba, août et septembre 2009.
- 31 Jusqu'à fin 2009, les partis ont continué de se quereller sur des problèmes clés, notamment la description et la démarcation des frontières préconisées par l'APG, les résultats litigieux du recensement de 2008 et les réformes clés indispensables pour que des élections équitables et transparentes puissent avoir lieu en avril 2010.
- 32 La plupart des membres sont d'anciens membres de l'ALPS qui ont été rejetés par l'armée dans la période qui a suivi la signature de l'APG, engendrant une importante perte de capacités et une baisse de moral (ICG, 2009b, p. 19).
- 33 Ces conflits impliquent les communautés agricoles et pastorales ainsi que des «returnees» (anciens réfugiés et déplacés dans un pays) et des «résidents».
- 34 Le GdSS dépendait à 98% des revenus pétroliers en 2009. Les prix pétroliers ont oscillé entre plus de 140 USD et moins de 50 USD le baril en 2008, engendrant une réduction massive des revenus prévus (Mawien, 2008, para. 13). Les projections de prix par baril dans le budget de 2009 étaient de 50 USD.
- 35 Interview par l'auteur du ministre pour la Coopération régionale Oyai Deng Ajak, Juba, septembre 2009.
- 36 «Il vaut mieux en tuer dix, qu'en sauver 100.» Interview par l'auteur du chef d'état-major de l'ALPS, le lieutenant-général James Hoth Mai, Juba, septembre 2009.
- 37 Par exemple, on ne peut définir avec certitude les circonstances dans lesquelles il est légal de posséder une arme, celles-ci étant utilisées par certaines communautés pour la chasse (ou réunir de la nourriture) et pour protéger leur bétail et leur vie.
- 38 En l'absence de salaires ou de provisions, l'ALPS vivait aux dépens des populations sudistes et les brutalisait durant la guerre. Les niveaux de traumatismes liés à la guerre sont «absolus» (interview par l'auteur d'un travailleur humanitaire séjournant depuis longtemps au Soudan, Nairobi, juillet 2009).
- 39 Interview par l'auteur d'un analyste du conflit au Soudan, Nairobi, novembre 2009.
- 40 Les forces alignées sur Khartoum englobent les FAS, le service national de sécurité et d'intelligence, les Forces de défense populaires (un groupe paramilitaire) et la Police pétrolière (Grawert, 2009, p. 3).
- 41 Interviews de l'auteur, Juba et Nairobi, août 2009-janvier 2010.
- 42 La MINUS est chargée de surveiller les flux d'armes dans la zone du cessez-le-feu.
- 43 Interview par l'auteur d'un analyste du conflit au Sud-Soudan, Nairobi, novembre 2009.
- 44 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 45 Deux chefs des FDSS – Thomas Maboir et Samuel Wjijong – ont «influencé» la résistance qui a mené au combat. Voir Arnold (2007, fn. 46).
- 46 L'ALPS affirme avoir été forcée d'arrêter sa campagne à la suite d'un tollé de la communauté internationale concernant sa tactique de désarmement forcé (interview du chef de l'état-major de l'ALPS, le lieutenant-général James Hoth Mai, Juba, août 2009).
- 47 Par exemple, en mai 2007, le comté Dinka de Duk aurait volé plus de 20.000 têtes de bétail à la communauté Lou Nuer. Voir ICG (2009b, p. 3).
- 48 Les sources sont des stocks des FAS pillés après les combats entre l'ALPS et les FAS à Malakal en novembre 2006; l'ouverture par le commissaire Akobo Doyak Chol des stocks d'armes collectées à la fin de 2006 pour permettre à son peuple de «se défendre» et un raid lancé en avril 2008 sur une cache d'armes de l'ALPS à Khorfulus après les combats entre l'ALPS et la police locale (ICG, 2009b, p. 3).
- 49 Chibetek aurait dû être intégré dans l'ALPS ou suivre le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion, mais il a refusé car il aurait été rétrogradé (interview par l'auteur d'un fonctionnaire de l'ONU, Juba, septembre 2009).
- 50 Certains rapports font état de quatre, et non trois, bateaux supplémentaires suspects.
- 51 Selon le chef de la sécurité du PAM au Soudan, la preuve d'une présence d'armes ou de munitions sur les barges n'a jamais été établie (interview par l'auteur du chef de sécurité du PAM, Londres, octobre 2009).
- 52 Voir ICG (2009b, p. 7-8) pour une description détaillée de l'attaque.
- 53 Quelque 735 tonnes d'aide alimentaire ont été volées ou perdues durant le raid.

- 54 Riek Gai Kok est l'ancien président du Conseil de coordination sudiste de Khartoum et un membre du NCP.
- 55 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 56 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 57 Interview par l'auteur d'une source militaire, novembre 2009.
- 58 Créé en 2007, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique «dirige des interventions de sécurité durables par le biais de programmes militaires conçus pour des militaires, des activités financées par l'armée et d'autres opérations militaires visant à promouvoir un environnement stable et sécurisé en Afrique pour soutenir la politique étrangère des États-Unis.» Voir AFRICOM (n.d.).
- 59 Voir Schomerus et Tumutegereize (2009).
- 60 Durant l'Opération Éclair de tonnerre, la présence de l'ALPS était mineure et les effectifs manquaient d'équipement de communication de base et de véhicules (interview par l'auteur d'un analyse de la sécurité au Soudan, Juba, septembre 2009).
- 61 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 62 Interview d'un fonctionnaire de l'ONU réalisée par l'auteur, novembre 2009.
- 63 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 64 Jusqu'à décembre 2009, 16.641 (vérifié) membres des FAS ont été déployés en Unités mixtes intégrées, dont 1.500 à Khartoum (MINUS, 2010, p. 29).
- 65 Bien que la professionnalisation se soit ralentie, l'ALPS a continué d'acquérir des armes légères et lourdes dans la période qui a suivi la signature de l'APG. Voir Lewis (2009).
- 66 Interview par l'auteur d'un fonctionnaire de l'ONU, novembre 2009.
- 67 Interview par l'auteur d'un analyste de la sécurité au Soudan, Nairobi, novembre 2009.
- 68 En 2009, l'aide internationale pour les programmes de formation et de développement de l'ALPS s'est considérablement accrue, des aides supplémentaires étant prévues pour 2010 (interview par l'auteur d'un analyste de la sécurité au Soudan, septembre 2009).
- 69 Interview par l'auteur d'un analyste de la sécurité au Soudan, octobre 2009.
- 70 La querelle entre Taban et Paulino concernant la fonction de gouverneur d'Unité remonte à la fin des années 1990. Voir Johnson (2003, p. 123).
- 71 La «police d'État» en uniforme brun de Clement Wani – en réalité son armée personnelle – conserve une présence visible à Juba (interview par l'auteur d'un analyste de la sécurité au Soudan, Juba, octobre 2009).
- 72 Interview par l'auteur d'une source de l'ONU, Nairobi, octobre 2009.
- 73 Rapport interne des Nations unies révisé par les auteurs, novembre 2009.
- 74 Le comité technique spécial des frontières créé par l'APG a débuté en janvier 2007, mais en août 2009, deux-tiers des frontières n'avaient pas encore fait l'objet d'un accord. Voir MINUS (2009b, par. 45). Les progrès se sont accélérés dans la dernière partie de 2009, plus de 80% auraient été délimités à la fin de l'année. Des désaccords majeurs sont toutefois restés.
- 75 Des voix s'élèvent avec force dans l'Assemblée législative du Sud-Soudan appelant à une Déclaration unilatérale d'indépendance si nécessaire. Voir Nyaba (2009, p. 7).
- 76 Les trois régions d'Abyei, du Sud-Kordofan et du Nil bleu font partie du Nord-Soudan mais ont été des champs de bataille importants durant la guerre civile. Contrairement à Abyei, qui a obtenu un référendum sur son rattachement au Nord- ou au Sud-Soudan, les deux autres régions frontalières ont obtenu le droit d'organiser des «consultations populaires» vaguement définies par l'APG, qui permettront aux représentants élus de renégocier effectivement les termes du protocole d'APG relatif à ces régions. Voir le Protocole entre le gouvernement du Soudan et l'ALPS sur la résolution du conflit dans les États du Sud-Kordofan/Monts Nouba et du Nil bleu (APG, 2005, s. 3).
- 77 Le 2 octobre 2009, 28 partis politiques au Soudan, dont l'ALPS, ont menacé de boycotter les élections si la Loi sur la sécurité nationale, la Loi sur les procédures pénales, la Loi sur les syndicats, la Loi sur les immunités, la Loi sur le statut personnel, la Loi sur la presse et les publications et les Lois sur l'ordre public n'étaient pas amendées. Voir *Sudan Tribune* (2009c).
- 78 Voir USIP (n.d.) pour des informations détaillées sur les élections.

- 79 Les trois «systèmes» à utiliser sont un scrutin majoritaire, la représentation proportionnelle et les listes de femmes élues sur une base proportionnelle au niveau de l'État (Willis, 2009, p. 4).
- 80 92% des femmes du Sud-Soudan ne savent ni lire ni écrire, contre 62% au Darfour et 54% au niveau national (ONU, 2008, p. 2).
- 81 Interview par l'auteur de John Andruga Duku, chef de la mission GdSS, Nairobi, janvier 2010.
- 82 En particulier, l'ALPS a exigé de garder 28% des sièges à l'Assemblée nationale, suivant la formule de partage du pouvoir de l'APG. Il requiert au moins 25% des sièges pour pouvoir bloquer tout amendement de la Constitution (Thomas, 2010, p. 8).
- 83 L'interférence politique concerne des accusations selon lesquelles des documents clés auraient été «oublies» par le président et des procès-verbaux de réunions auraient été manipulés pour effacer les visions des sudistes, ce qui a engendré l'arrêt complet des travaux du comité pendant les deux mois qui ont précédé septembre 2009 (interview par l'auteur d'un membre du GdSS, Nairobi, octobre 2009).
- 84 Depuis l'APG, le statut et l'administration de la région d'Abeyi est restée une pomme de discorde importante. En juillet 2009, la Cour permanente d'arbitrage à La Haye a estimé que les frontières d'Abeyi devaient être redessinées, annulant ainsi une décision antérieure de la Commission des frontières d'Abeyi créée par l'APG. Les parties ont dans un premier temps accueilli favorablement cette décision mais le débat a ensuite glissé vers le cœur du sujet: la situation des champs pétrolifères voisins.
- 85 Seuls quelque 5% des champs pétrolifères du Soudan (Bloc 6) sont situés totalement au Nord (interview de Luke Patey, candidat au Doctorat, Institut danois par les études internationales, Copenhague, septembre 2009).
- 86 Interview par l'auteur d'un travailleur de l'ONU, Nairobi, décembre 2009.
- 87 Documents internes des Nations unies révisés par les auteurs, novembre 2009.
- 88 Interview par l'auteur d'un travailleur de l'ONU, Nairobi, décembre 2009.
- 89 Un communiqué de presse de Jarch mentionne: «Nous prévoyons d'extraire le 'light, sweet crude' dans les régions de l'État dès que le Sud-Soudan aura fait sécession de Khartoum» (Jarch Management Group, 2008).
- 90 Voir également Conseil de sécurité des Nations unies (2009a, para. 3, 7, 14-15).
- 91 Interview par l'auteur d'un fonctionnaire haut placé de la MINUS, Juba, septembre 2009.
- 92 Interview par l'auteur de John Andruga Duku, chef de la mission GdSS, Nairobi, janvier 2010.
- 93 L'oléoduc pompe actuellement au nord de Port-Soudan. Parmi les solutions possibles, citons l'échange d'accès à l'oléoduc dans le cadre des droits pétroliers.

BIBLIOGRAPHIE

- Accord de paix de Fashoda. 1997. Signé par le gouvernement du Soudan et le M/ALPS-uni, Fashoda. 20 septembre.
- Accord de paix de Khartoum. 1997. Signé par le gouvernement du Soudan et les représentants du Front uni de salut démocratique et le mouvement/l'armée d'indépendance du Sud-Soudan, le Mouvement de libération des peuples du Soudan, le Groupe des indépendants du Sud-Soudan, la Force de défense d'Equatoria, l'Union des partis soudanais et le Bor Group, Khartoum. 21 avril. African Rights. 1995. *Facing Genocide: The Nuba of Sudan*. Londres: African Rights.
- Accord de paix global (APG). 2005. Signé par le gouvernement du Soudan et le Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan, Nairobi. 9 janvier.
- AFRICOM (United States Africa Command). n.d. «U.S. Africa Command.» <<http://www.africom.mil/AboutAFRICOM.asp>>
- Alier, Abel. 1999. *Too Many Agreements Dishonoured*, 2e éd. révisée. Correction: Ithaca Press.
- Arnold, Matthew. 2007. «The South Sudan Defence Force: Patriots, Collaborators or Spoilers?» *Journal of Modern African Studies*, vol. 45, n° 4, p. 489-516.

- Ashworth, John. 2009. *CPA Alert: The State of Sudan's Comprehensive Peace Agreement*. Alert No. 1. Utrecht: IKV Pax Christi. Septembre.
- BCAH (Bureau des NU pour la coordination des affaires humanitaires). 2009. *Humanitarian Action in Southern Sudan Report*. N° 38. 6-20 novembre.
- Bure, Benaiah Yongo. 2009. «The Comprehensive Peace Agreement: From Its Conception to the Endgame.» Document non publié présenté à la Conférence internationale des études sur le Soudan, Pretoria. 25-28 novembre.
- Carter Center. 2009. *Statement on Sudan's Voter Registration, Nov. 1-Dec. 7, 2009*. Atlanta: Carter Center. 17 décembre.
- Conseil de sécurité des Nations unies. 2005. Résolution 1590. S/RES/1590 du 24 mars.
- . 2009a. Résolution 1870. S/RES/1870 du 30 avril.
<<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/320/46/PDF/N0932046.pdf?OpenElement>>
- . 2009b. *Rapport du Secrétaire général sur la Mission des Nations unies au Soudan*. S/2009/545 du 21 octobre.
- Déclaration d'Asmara. 1995. Signée par l'Alliance démocratique nationale, Asmara. Juin.
- Déclaration de Juba (Déclaration de Juba sur l'unité et l'intégration entre l'Armée populaire de libération du Soudan et les forces de défense du Soudan). 2006. Signée par l'Armée de libération des peuples du Soudan et les Forces de défense du Sud-Soudan, Juba. 8 janvier.
- Grawert, Elke. 2009. «Power and Wealth Sharing versus Contested Governance.» Document non publié présenté à la Conférence internationale des études sur le Soudan, Pretoria. 25-28 novembre.
- Hemmer, Jort. 2009. *Ticking the Box: Elections in Sudan*. La Haye: Institut néerlandais des relations internationales Clingendael. Septembre.
- HRW (Human Rights Watch). 2009. *Letter to the Presidency of the Sudanese Government of National Unity Concerning the Situation in Malakal*. 21 mai. <<http://www.hrw.org/en/news/2009/05/21/letter-presidency-sudanese-government-national-unity-concerning-situation-malakal>>
- HSBA (Human Security Baseline Assessment). n.d. «The Sudan Human Security Baseline Assessment (HSBA) Project.»
<<http://www.smallarmssurveysudan.org>>
- ICG (International Crisis Group). 2009a. *Sudan: Preventing Implosion*. Nairobi/Bruxelles: ICG. 17 décembre.
- . 2009b. *Jonglei's Tribal Conflicts: Countering Insecurity in South Sudan*. Juba/Nairobi/Bruxelles: ICG. 23 décembre.
- IGAD (Intergovernmental Authority on Development - Autorité intergouvernementale sur le développement). 1994. Déclaration de principes. Signée par le gouvernement du Soudan et le Mouvement/l'Armée populaire de libération du Soudan, Nairobi. 20 juillet.
- IRIN. 2009. «Southerners Still Besieged by Suspected LRA Fighters.» 24 novembre.
- Jarch Management Group. 2008. «Jarch Oil Group Congratulates New Governor of Unity State.» *Sudan Tribune*. 30 mai 2008.
- Johnson, Douglas Hamilton. 2003. *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*. Oxford: James Currey.
- Kings, Chiefs, and Traditional Leaders. 2009. *The Kings, Chiefs and Traditional Leaders Conference Resolutions and Recommendations*. Document non publié. Bentiu, État d'Unité. 18-24 mai.
- Lewis, Mike. 2009. *Skirting the Law: Post-CPA Arms Flows to Sudan*. Document thématique du HSBA 18. Genève: Small Arms Survey. Septembre.
- Mawien, Kuol Athian. 2008. *Government of Southern Sudan 2009 Budget*. Discours non publié présenté à l'Assemblée législative du Sud-Soudan par le ministre des Finances et de la Planification économique. 10 décembre.
- MINUS (Mission des Nations unies au Soudan). 2009a. *Near-verbatim Transcript of the Press Conference by UN Deputy Resident Humanitarian Coordinator for Southern Sudan Lise Grande*. Khartoum: MINUS. 12 août.
- . 2009b. *CPA Monitor*, vol. 5, n° 45. Khartoum: MINUS. Août.
- . 2010. *CPA Monitor*, vol. 6, n° 50. Khartoum: MINUS. Janvier.
- MSF (Médecins sans frontières). 2009. *Facing up to Reality: Health Crisis Deepens as Violence Escalates in Southern Sudan*. Décembre.
- Nyaba, Peter Adwok. 2009. «SPLM-NCP Asymmetrical Power Relations Jeopardize Implementation of the CPA and the Future of Sudan.» Document non publié présenté à la Conférence internationale des études sur le Soudan, Pretoria. 25-28 novembre.

- ONU (Organisation des Nations unies). 2008. *Scary Statistics: Southern Sudan*. Khartoum: Bureau du Coordinateur résident et humanitaire au Soudan de l'ONU.
- Oxfam. 2010. *Rescuing the Peace in Southern Sudan*. Document préparatoire conjoint d'ONG. Oxford: Oxfam International. Janvier.
- Reuters. 2009. «Southern Sudan President Makes First Call for Independence.» 31 octobre.
- Ruati, Richard. 2009. «Ugandan Security Forces Kill Senior LRA Commander in CAR.» *Sudan Tribune*. 22 novembre.
- . 2010. «Ugandan Army Outlines OLT Achievements on LRA Rebels in 2009.» *Sudan Tribune*. 11 janvier.
- Schomerus, Mareike. 2007. *The Lord's Resistance Army in Sudan: A History and Overview*. Document de travail du HSBA n° 8. Genève: Small Arms Survey. Septembre.
- et Tumutegyereize, Kennedy. 2009. *After Operation Lightening Thunder: Protecting Communities and Building Peace*. Londres: Conciliation Resources. Avril.
- Small Arms Survey. 2007a. *Small Arms Survey 2007: Guns and the City*. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 2007b. *Anatomy of Civilian Disarmament in Jonglei State. Recent Experiences and Implications*. Dossier sur le Soudan n° 3, 2^e éd. Février.
- . 2008. *Allies and Defectors: An Update on Armed Group Integration and Proxy Force Activities*. Document de travail du HSBA n° 11. Genève: Small Arms Survey. Mai.
- . 2009. *Conflicting Priorities: GoSS Security Challenges and Recent Responses*. Document de travail du HSBA n° 14. Genève: Small Arms Survey. Mai.
- Sudan Tribune*. 2009a «Militiamen Kill 76 in South Sudan's Jonglei.» 22 septembre.
- . 2009b. «Sudanese Parties Trade Accusations over Jonglei Attacks.» 23 septembre.
- . 2009c. «Juba conference threatens to boycott Sudan's election.» 1^{er} octobre.
- . 2009d. «Fresh Clashes Erupt in Sudan's Unity State: Sources.» 3 octobre.
- Thomas, Edward. 2010. *Decisions and Deadlines: A Critical Year for Sudan*. Londres: Chatham House. Janvier.
- USIP (United States Institute of Peace). n.d. «Sudan's 2009 Elections: Critical Issues and Timelines.»
<<http://www.usip.org/resources/sudan-s-2009-elections-critical-issues-and-timelines>>
- de Waal, Alex. 2004. «Counter-insurgency on the Cheap.» *London Review of Books*. vol. 26, n° 15, 5 août.
- . 2009. «Peace in Sudan: Priorities and Constraints.» Making Sense of Darfur Blog. 14 juin.
<<http://blogs.ssrc.org/darfur/2009/06/14/peace-in-sudan-priorities-and-constraints>>
- Willis, Justin. 2009. «Elections in Sudan: Between a Rock and a Hard Place.» Proposition au nom du Rift Valley Institute au Groupe parlementaire britannique associé sur le Soudan. Londres: Rift Valley Institute. Octobre.
- , Atta el-Battahani et Peter Woodward. 2009. *Elections in Sudan: Learning from Experience*. Londres: Rift Valley Institute. Mai.
- Young, John. 2006. *The South Sudan Defence Forces in the Wake of the Juba Declaration*. Document de travail du HSBA n° 1. Genève: Small Arms Survey. Novembre.
- . 2007. *Emerging North-South Tensions and Prospects for a Return to War*. Document de travail du HSBA n° 7. Genève: Small Arms Survey. Juillet.

REMERCIEMENTS

Principaux auteurs

Claire Mc Evoy et Emile LeBrun